

---

Deuxième session, trente et unième Législature

---

---

Second Session, Thirty-First Legislature

---

ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

**Projet de loi n° 29**

Loi modifiant le Régime de retraite  
des fonctionnaires et la Loi d'Hydro-  
Québec.

**Bill No. 29**

An Act to amend the Civil Service  
Superannuation Plan and the Hydro-  
Québec Act

---

Première lecture

---

---

First reading

---

M. DE BELLEVAL

---

L'ÉDITEUR OFFICIEL DU QUÉBEC  
CHARLES-HENRI DUBÉ  
QUÉBEC OFFICIAL PUBLISHER

1977

## Projet de loi n° 29

Loi modifiant le Régime de retraite des fonctionnaires et la Loi d'Hydro-Québec.

**1.** L'article 4 du Régime de retraite des fonctionnaires (Statuts refondus, 1964, chapitre 14), remplacé par l'article 3 du chapitre 15 des lois de 1965 (1<sup>re</sup> session) et modifié par l'article 1 du chapitre 6 des lois de 1966 et l'article 2 du chapitre 13 des lois de 1968, est de nouveau modifié par l'insertion, après le troisième alinéa, du suivant:

«Lorsque le traitement moyen utilisé est le traitement moyen fixé à l'article 4c, cette réduction s'effectue sur le traitement moyen déterminé à l'article 3.»

**2.** L'article 4a de ladite loi, édicté par l'article 2 du chapitre 15 des lois de 1969, est modifié par le remplacement, dans les première et huitième lignes du deuxième alinéa, des mots «demi-pension» par les mots «pension de veuve ou de veuf».

**3.** L'article 4b de ladite loi, édicté par l'article 2 du chapitre 15 des lois de 1969, est modifié par le remplacement, dans la deuxième ligne du premier alinéa, des mots «demi-pension» par les mots «pension de veuve ou de veuf».

## Bill No. 29

An Act to amend the Civil Service Superannuation Plan and the Hydro-Québec Act

**1.** Section 4 of the Civil Service Superannuation Plan (Revised Statutes, 1964, chapter 14), replaced by section 3 of chapter 15 of the statutes of 1965 (1st session) and amended by section 1 of chapter 6 of the statutes of 1966 and by section 2 of chapter 13 of the statutes of 1968, is again amended by inserting, after the third paragraph, the following:

"Where the average salary used is the average salary fixed under section 4c, such reduction shall be effected upon the average salary determined under section 3."

**2.** Section 4a of the said act, enacted by section 2 of chapter 15 of the statutes of 1969, is amended by replacing the word "half" in the first and in the ninth lines of the second paragraph by the words "widow's or widower's".

**3.** Section 4b of the said act, enacted by section 2 of chapter 15 of the statutes of 1969, is amended by replacing the word "half" in the second line of the first paragraph by the words "widow's or widower's".

## NOTES EXPLICATIVES

*Les articles 1 et 26 de ce projet précisent que la réduction de 0.7% s'applique sur le traitement réel plutôt que sur le traitement moyen minimum de \$7,000.*

*Les articles 2, 3, 4, 5, 15, 16, 18, 24, 27, 28, 30, 40, 42, 44 et 49 visent à remplacer une expression devenue inexacte depuis que la pension du conjoint peut varier de 50% à 90% de la pension du fonctionnaire ou de l'employé.*

*Les articles 4 et 24 établissent également que les pensions seront calculées sur un traitement moyen minimum de \$7,000 dans tous les cas où le traitement moyen utilisé pour les établir était inférieur à ce montant.*

*Les articles 5 et 30 précisent également que les montants prévus aux articles modifiés sont indexés annuellement.*

*Les articles 6 et 31 édictent les règles qui s'appliquent dans le cas où un fonctionnaire ou un employé bénéficie d'un congé sans solde.*

*Les articles 7 et 33 prévoient que les employeurs doivent faire un rapport annuel à la Commission.*

*Les articles 8 et 19 prévoient qu'un montant forfaitaire payé après la mise à la retraite d'un fonctionnaire employé peut faire partie de son traitement admissible aux fins de pension.*

## EXPLANATORY NOTES

*Sections 1 and 26 of this bill specify that the deduction of 0.7% applies to the actual salary rather than to the minimum average salary of \$7,000.*

*Sections 2, 3, 4, 5, 15, 16, 18, 24, 27, 28, 30, 40, 42, 44 and 49 replace an expression which has become inaccurate since the pension of the consort may vary from 50% to 90% of the officer's or employee's pension.*

*Sections 7 and 24 also establish that pensions will be computed on a minimum average salary of \$7,000 in every case where the average salary used to establish them was less than such amount.*

*Sections 5 and 30 also specify that the amounts provided for in the amended sections will be indexed each year.*

*Sections 6 and 31 enact the rules applicable where an officer or employee is on leave without pay.*

*Sections 7 and 33 provide that employers must make an annual report to the Commission.*

*Sections 8 and 19 provide that a lump sum paid after superannuation to an officer or employee may be part of his pensionable salary.*

**4.** L'article 4c de ladite loi, édicté par l'article 8 du chapitre 11 des lois de 1973 et l'article 148 du chapitre 12 des lois de 1973, est modifié:

a) par le remplacement, dans les deuxième et septième lignes du premier alinéa, des mots «demi-pension» par les mots «pension de veuve ou de veuf»;

b) par le remplacement, dans la deuxième ligne du deuxième alinéa, des mots «demi-pension» par les mots «pensions de veuve ou de veuf»;

c) par le remplacement, dans la septième ligne du deuxième alinéa, des mots «demi-pensions» par les mots «pensions de veuve ou de veuf»;

d) par le remplacement, dans les première, deuxième et quatrième lignes du premier alinéa et dans la quatrième ligne du second alinéa, des mot et chiffres «1<sup>er</sup> juillet 1973» par les mot et chiffres «1<sup>er</sup> juillet 1977»;

e) par le remplacement, dans la huitième ligne des premier et deuxième alinéas du chiffre «5,000» par le chiffre «7,000».

**5.** L'article 5 de ladite loi, remplacé par l'article 4 du chapitre 15 des lois de 1965 (1<sup>re</sup> session), modifié par l'article 2 du chapitre 6 des lois de 1966, l'article 3 du chapitre 15 des lois de 1969, l'article 1 du chapitre 8 des lois de 1970, l'article 149 du chapitre 12 des lois de 1973 et l'article 3 du chapitre 10 des lois de 1974, est de nouveau modifié:

a) par le remplacement, dans la deuxième ligne du premier alinéa, des mots «demi-pension» par les mots «pension de veuve ou de veuf»;

b) par le remplacement du deuxième alinéa par le suivant:

«Le montant de mille quarante-quatre dollars prévu au premier alinéa

**4.** Section 4c of the said act, enacted by section 8 of chapter 11 of the statutes of 1973 and by section 148 of chapter 12 of the statutes of 1973, is amended:

(a) by replacing the word "half" in the second and in the sixth lines of the first paragraph by the words "widow's or widower's";

(b) by replacing the word "half" in the second line of the second paragraph by the words "widow's or widower's";

(c) by replacing the word "half" in the sixth line of the second paragraph by the words "widow's or widower's";

(d) by replacing the word and figures "July 1 1973" in the first and in the third and fourth lines of the first paragraph, and in the third line of the second paragraph, by the word and figures "1 July 1977";

(e) by replacing the figure "5,000" in the seventh line of the first paragraph and in the eighth line of the second paragraph by the figure "7,000".

**5.** Section 5 of the said act, replaced by section 4 of chapter 15 of the statutes of 1965 (1st session) and amended by section 2 of chapter 6 of the statutes of 1966, section 3 of chapter 15 of the statutes of 1969, section 1 of chapter 8 of the statutes of 1970, section 149 of chapter 12 of the statutes of 1973 and by section 3 of chapter 10 of the statutes of 1974, is again amended:

(a) by replacing the word "half" in the first line of the first paragraph by the words "widow's or widower's";

(b) by replacing the second paragraph by the following:

"The amount of one thousand and forty-four dollars contemplated in the

*Les articles 9 et 25 visent à préciser ce qui constitue le traitement admissible d'un fonctionnaire ou d'un employé.*

*Les articles 10 et 34 permettent à un employé, dans certains cas, d'obtenir la valeur commuée de sa pension.*

*L'article 11, le paragraphe b de l'article 13, l'article 36 et le paragraphe b de l'article 38 réduisent de 7 à 3 ans la période minimale pendant laquelle le conjoint de droit commun doit avoir résidé avec le fonctionnaire ou l'employé et éliminent toute notion de dépendance financière.*

*L'article 12, le paragraphe a de l'article 13, l'article 37 et le paragraphe a de l'article 38 établissent que le paiement de bénéfices aux enfants doit être fait au prorata du nombre d'enfants admissibles à recevoir les bénéfices.*

*Les articles 14 et 39 précisent la notion d'enfant à charge.*

*Les articles 17 et 43 établissent qu'un fonctionnaire ou employé qui atteint l'âge de la retraite obligatoire n'accumule plus de service donnant droit à la pension et cesse de cotiser au présent régime.*

*L'article 20 prévoit que le régime ne s'applique pas à une personne employée à titre occasionnel.*

*L'article 21 corrige une erreur et permet la réintégration au Régime d'employés qui ont la possibilité de révoquer l'option faite en faveur du Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics.*

*L'article 22 précise la notion de sous-ministre aux fins du Régime et concrétise le fait que les membres du personnel enseignant de l'école provinciale de médecine vétérinaire cotisent au Régime de retraite des enseignants.*

*L'article 23 précise qu'un fonctionnaire ou employé qui désire être mis à sa retraite doit en faire la demande à la Commission.*

*Sections 9 and 25 specify what constitutes the pensionable salary of an officer or employee.*

*Sections 10 and 34 enable an employee to obtain, in certain cases, the commuted value of his pension.*

*Section 11, paragraph b of section 13, section 36 and paragraph b of section 38 reduce from 7 to 3 years the minimum period during which the common law consort must have resided with the officer or employee and eliminate all notion of financial dependence.*

*Section 12, paragraph a of section 13, section 37 and paragraph a of section 38 establish that the payment of benefits to children must be effected pro rata among all the children qualified to receive the benefits.*

*Sections 14 and 39 specify the concept of dependent child.*

*Sections 17 and 43 establish that an officer or employee who reaches compulsory retirement age no longer accumulates service entitling him to a pension and ceases to contribute to this plan.*

*Section 20 provides that the plan does not apply to a person employed occasionally.*

*Section 21 corrects an error and enables the reintegration into the Plan of employees who are entitled to revoke the election made in favour of the Government and Public Employees Retirement Plan.*

*Section 22 specifies the concept of deputy minister and further specifies that the members of the teaching staff of the Provincial School of Veterinary Medicine contribute to the Teachers Pension Plan.*

*Section 23 specifies that an officer or employee who wishes to retire must apply for it to the Commission.*

doit être ajusté chaque année conformément à l'article 4b.»

**6.** L'article 7 de ladite loi, modifié par l'article 3 du chapitre 13 des lois de 1968, l'article 4 du chapitre 15 des lois de 1969 et l'article 150 du chapitre 12 des lois de 1973, est de nouveau modifié par le remplacement des quatrième et cinquième alinéas par les suivants:

«Le temps pendant lequel un fonctionnaire ou employé bénéficie d'un congé sans solde lui est compté à l'égard de chacune des années pendant lesquelles il est ainsi en congé pourvu:

a) qu'il soit autorisé à cette fin par la Commission,

b) qu'il verse au fonds consolidé du revenu, pour chacune de ces années, un montant égal aux retenues qui auraient été effectuées, s'il n'avait pas été ainsi en congé, basé sur le traitement qu'il recevait au moment où il a été mis en congé et

c) qu'il occupe une fonction visée par le présent régime dès que prend fin le congé sans solde sauf s'il est décédé, est devenu invalide, a acquis droit à la retraite, ou si, à son retour, il passe au service d'un employeur avec lequel la Commission a conclu une entente de transférabilité.

La Commission détermine les époques auxquelles ces versements doivent être effectués. Le montant déterminé au quatrième alinéa est augmenté d'un intérêt dont le taux est déterminé par règlement du lieutenant-gouverneur en conseil dans le cas où la demande d'autorisation est faite après la fin de l'année au cours de laquelle le fonctionnaire ou employé a bénéficié d'un congé sans solde. L'intérêt commence à courir à l'expiration du congé sans solde.»

**7.** L'article 16 de ladite loi, modifié par l'article 7 du chapitre 15 des lois

first paragraph shall be adjusted each year in accordance with section 4b."

**6.** Section 7 of the said act, amended by section 3 of chapter 13 of the statutes of 1968, section 4 of chapter 15 of the statutes of 1969 and by section 150 of chapter 12 of the statutes of 1973, is again amended by replacing the fourth and fifth paragraphs by the following:

"The time during which a public officer or employee is on leave without pay shall be counted for him for each of the years during which he is so on leave provided that:

(a) he is authorized for such purpose by the Commission,

(b) he pays into the consolidated revenue fund, for each of such years, an amount equal to the deductions that would have been made had he not been so on leave, based on the salary he was receiving when he was granted such leave and

(c) he holds an office contemplated in this plan from the end of his leave without pay, unless he has deceased or become disabled or entitled to retirement or unless, upon his return, he enters the service of an employer with whom the Commission has concluded an agreement of transferability.

The Commission shall determine the times when such payments must be made. The amount determined in the fourth paragraph bears interest at the rate determined by regulation of the Lieutenant-Governor in Council if the application for authorization is made after the end of the year in which the officer or employee has been on leave without pay. The interest accrues from the end of the leave without pay."

**7.** Section 16 of the said act, amended by section 7 of chapter 15 of the stat-

*L'article 29 est de concordance.*

*L'article 32 établit qu'une employée absente en raison d'un congé de maternité est exonérée de cotiser au présent régime pour une période d'au plus 120 jours par congé de maternité.*

*L'article 35 prévoit que le veuf a droit de recevoir le versement mensuel échû lorsque le fonctionnaire ou l'employée décède.*

*L'article 41 vise à assurer une continuité dans le service d'un fonctionnaire ou employé.*

*Le paragraphe b de l'article 42 prévoit qu'un fonctionnaire ou employé qui désire obtenir une pension différée doit en faire la demande à la Commission.*

*L'article 45 stipule qu'un fonctionnaire qui désire faire compter dans le présent régime les années faites dans le Régime de retraite des enseignants doit en faire la demande à la Commission.*

*L'article 46 permet aux membres de la Sûreté du Québec qui sont devenus régis par le présent régime de faire compter dans ledit régime les années de service accomplies en vertu du régime de retraite des membres de la Sûreté du Québec.*

*L'article 47 spécifie que les versements requis par une entente sont puisés à même le fonds consolidé du revenu et précise les organismes avec lesquels la Commission peut conclure des ententes de transférabilité.*

*L'article 48 permet à des employés qui sont devenus fonctionnaires dans les 6 mois de l'entrée en vigueur d'une entente et qui ont obtenu le remboursement de leurs cotisations de faire compter leurs années de service dans le présent régime.*

*L'article 50 permet à des employés au service de la province qui étaient rémunérés à honoraires de faire comp-*

*Section 29 is for concordance.*

*Section 32 establishes that a female employee who is on a maternity leave of absence is exempt from any contribution to this plan for a period not exceeding 120 days per maternity leave.*

*Section 35 provides that the widower is entitled to receive the monthly payment due when the officer or employee dies.*

*The object of section 41 is to ensure continuity in the service of an officer or employee.*

*Paragraph b of section 42 provides that an officer or employee who wishes to obtain a deferred pension must apply for it to the Commission.*

*Section 45 stipulates that an officer who wishes to have counted under this plan the years counted under the Teachers Pension Plan must apply for it to the Commission.*

*Section 46 enables the members of the Québec Police Force who became governed by this plan to have counted under the said plan the years of service performed under the superannuation plan of the members of the Québec Police Force.*

*Section 47 provides that the payments required for an agreement are taken out of the consolidated revenue fund and specifies the bodies with which the Commission may make agreements of transferability.*

*Section 48 enables employees who became officers within 6 months after the coming into force of an agreement and who were reimbursed their contributions to have their years of service counted under this plan.*

*Section 50 enables employees in the service of the Province who were remunerated on a fees basis to have counted*

de 1965 (1<sup>re</sup> session), remplacé par l'article 153 du chapitre 12 des lois de 1973 et modifié par l'article 4 du chapitre 10 des lois de 1974, est de nouveau modifié par l'addition, à la fin, de l'alinéa suivant:

«À la date prescrite par règlement du lieutenant-gouverneur en conseil, l'employeur doit faire un rapport à la Commission des cotisations de ses fonctionnaires ou employés et des renseignements pertinents à l'administration du présent régime déterminés par ledit règlement.»

**8.** L'article 16*b* de ladite loi, édicté par l'article 154 du chapitre 12 des lois de 1973, est modifié par l'addition, à la fin, de l'alinéa suivant:

«Toutefois, un pareil montant forfaitaire payé à un fonctionnaire ou employé dans l'année suivant l'année de sa mise à la retraite fait partie du traitement admissible pour l'année au cours de laquelle le fonctionnaire ou employé a pris sa retraite.»

**9.** Ladite loi est modifiée par l'insertion, après l'article 16*d*, des suivants:

«**16*e*.** Le traitement admissible d'un fonctionnaire ou employé au cours d'une année pendant laquelle il reçoit son plein traitement ne peut être inférieur au traitement prévu à son classement dans l'échelle de salaires correspondant à sa classification suivant les conditions de travail qui le régissent.

«**16*f*.** Le traitement admissible d'un fonctionnaire ou employé au cours d'une année ne peut excéder son traitement admissible provenant de son emploi principal à temps plein.»

utes of 1965 (1st session), replaced by section 153 of chapter 12 of the statutes of 1973 and amended by section 4 of chapter 10 of the statutes of 1974, is again amended by adding, at the end, the following paragraph:

“On the date prescribed by regulation of the Lieutenant-Governor in Council, the employer must make a report to the Commission of the contributions of his officers or employees giving the pertinent information on the administration of this plan, determined by the said regulation.”

**8.** Section 16*b* of the said act, enacted by section 154 of chapter 12 of the statutes of 1973, is amended by adding, at the end, the following paragraph:

“However, such a lump sum paid to a public officer or employee in the year immediately following the year in which he was superannuated is part of the pensionable salary for the year in which the officer or employee was superannuated.”

**9.** The said act is amended by inserting, after section 16*d*, the following sections:

“**16*e*.** The pensionable salary of a public officer or employee in the course of a year in which he receives his full salary shall not be less than the salary provided for his class on the salary scale corresponding to his classification in accordance with the conditions of employment governing him.

“**16*f*.** The pensionable salary of a public officer or employee in the course of a year shall not exceed his pensionable salary from his principal employment full time.”



*ter dans le présent régime les années pendant lesquelles ils étaient ainsi à honoraires. Il fixe également le traitement sur lequel sera calculé ce rachat. Il prévoit enfin la possibilité de racheter du temps fait au service d'un organisme qui n'est pas assujetti à la Loi de la fonction publique.*

*L'article 51 précise qu'un fonctionnaire doit avoir accepté un emploi d'une commission scolaire ou d'un CEGEP avant le 30 juin 1973 pour pouvoir continuer à être considéré comme fonctionnaire aux fins du présent régime. Il prévoit qu'un fonctionnaire qui a accepté un emploi d'un organisme visé par le chapitre 48 des lois de 1971 peut continuer à participer au présent régime s'il est transféré à un autre organisme visé par ladite loi. Il permet enfin de rendre le présent régime applicable aux anciens employés de l'École provinciale de médecine vétérinaire qui sont devenus employés de l'Université de Montréal.*

*L'article 52 modifie la Loi d'Hydro-Québec pour permettre aux personnes nommées membres de la Commission hydroélectrique après le 30 juin 1973 de participer au Régime de retraite d'Hydro-Québec.*

*under this plan the years during which they were so remunerated. It also determines the salary on which such redemption will be computed. It further provides the possibility of redeeming time performed in the service of a body not subject to the Civil Service Act.*

*Section 51 specifies that an officer must have accepted a position with a school board or a general and vocational college before 30 June 1973 to continue to be considered an officer for the purposes of this plan. It provides that an officer who has accepted a position with a body contemplated by chapter 48 of the statutes of 1971 may continue to contribute to this plan if he is transferred to another body contemplated by the said act. Furthermore, it permits the application of this plan to former employees of the Provincial School of Veterinary Medicine who became employees of the Université de Montréal.*

*Section 52 amends the Hydro-Québec Act to enable persons appointed members of the Hydro-Electric Commission after 30 June 1973 to contribute to the Hydro-Québec Retirement Plan.*

**10.** Ladite loi est modifiée par l'insertion, après l'article 17, du suivant:

« **17a.** Nonobstant toute disposition inconciliable de la présente loi, la Commission peut effectuer, à la demande du bénéficiaire, en tout temps à compter du moment où la pension est payable, le paiement comptant de la valeur actuelle d'une pension, d'une pension différée ou d'une pension de veuve ou de veuf, dont le montant est moindre que \$300 annuellement, conformément aux normes établies par règlement du lieutenant-gouverneur en conseil. »

**11.** L'article 18 de ladite loi, modifié par l'article 6 du chapitre 15 des lois de 1969 et par l'article 156 du chapitre 12 des lois de 1973, est de nouveau modifié:

a) par le remplacement, dans la quatrième ligne du troisième alinéa, du mot «sept» par le mot «trois»;

b) par la suppression du paragraphe b du troisième alinéa.

**12.** L'article 19 de ladite loi, modifié par l'article 8 du chapitre 15 des lois de 1965 (1<sup>re</sup> session), remplacé par l'article 7 du chapitre 15 des lois de 1969 et modifié par l'article 157 du chapitre 12 des lois de 1973, est de nouveau modifié par l'addition, à la fin du deuxième alinéa, des mots suivants: «et le montant représentant ce pourcentage est partagé également entre chacun des enfants.»

**13.** L'article 20a de ladite loi, édicté par l'article 3 du chapitre 6 des lois de 1966, remplacé par l'article 9 du chapitre 15 des lois de 1969 et modifié par l'article 158 du chapitre 12 des lois de 1973 et par l'article 7 du chapitre 10 des lois de 1974, est de nouveau modifié:

**10.** The said act is amended by inserting, after section 17, the following section:

“**17a.** Notwithstanding any inconsistent provision of this act, the Commission, upon application of the beneficiary and at any time after the pension becomes payable, may make cash payment of the commuted value of a pension, deferred pension or a widow's or widower's pension amounting to less than \$300 annually, in accordance with the standards established by regulation of the Lieutenant-Governor in Council.”

**11.** Section 18 of the said act, amended by section 6 of chapter 15 of the statutes of 1969 and by section 156 of chapter 12 of the statutes of 1973, is again amended:

(a) by replacing the word “seven” in the fourth line of the third paragraph by the word “three”;

(b) by striking out subparagraph b of the third paragraph.

**12.** Section 19 of the said act, amended by section 8 of chapter 15 of the statutes of 1965 (1st session), replaced by section 7 of chapter 15 of the statutes of 1969 and amended by section 157 of chapter 12 of the statutes of 1973, is again amended by adding, at the end of the second paragraph, the following words: “and the amount representing that percentage shall be divided equally among all the children.”

**13.** Section 20a of the said act, enacted by section 3 of chapter 6 of the statutes of 1966, replaced by section 9 of chapter 15 of the statutes of 1969 and amended by section 158 of chapter 12 of the statutes of 1973 and by section 7 of chapter 10 of the statutes of 1974, is again amended:

a) par l'addition, à la fin du deuxième alinéa, des mots suivants: «et le montant représentant ce pourcentage est partagé également entre chacun des enfants.»;

b) par le remplacement, dans la quatrième ligne du quatrième alinéa, du mot «sept» par le mot «trois».

**14.** L'article 21 de ladite loi, modifié par l'article 4 du chapitre 6 des lois de 1966 et par l'article 10 du chapitre 15 des lois de 1969, est de nouveau modifié par le remplacement du troisième alinéa par le suivant:

«Pour les fins desdits articles, l'expression «enfant à charge» signifie tout enfant célibataire, quelle que soit sa filiation, qui dépend dans une large mesure de la veuve ou du veuf pour sa subsistance, et l'expression «institution d'enseignement» signifie toute institution définie comme telle par un règlement adopté à cette fin par le lieutenant-gouverneur en conseil. Un tel règlement entre en vigueur à la date de sa publication dans la *Gazette officielle du Québec* ou à toute date ultérieure qui y est indiquée.»

**15.** L'article 22 de ladite loi, abrogé par l'article 9 du chapitre 15 des lois de 1965 (1<sup>re</sup> session), remplacé par l'article 5 du chapitre 6 des lois de 1966 et modifié par l'article 12 du chapitre 15 des lois de 1969 et l'article 9 du chapitre 10 des lois de 1974, est de nouveau modifié par le remplacement, dans la sixième ligne, des mots «demi-pension» par les mots «pension de veuve ou de veuf».

**16.** L'article 24 de ladite loi, remplacé par l'article 10 du chapitre 15 des lois de 1965 (1<sup>re</sup> session) et modifié par l'article 6 du chapitre 6 des lois de 1966, l'article 13 du chapitre 15 des lois de 1969 et l'article 159 du chapitre 12 des

(a) by adding, at the end of the second paragraph, the following words: "and the amount representing that percentage shall be divided equally among all the children.";

(b) by replacing the word "seven" in the fourth line of the fourth paragraph by the word "three".

**14.** Section 21 of the said act, amended by section 4 of chapter 6 of the statutes of 1966 and by section 10 of chapter 15 of the statutes of 1969, is again amended by replacing the third paragraph by the following:

"For the purposes of the said sections, the expression "dependent child" means any unmarried child, whatever be his filiation, who is substantially dependent upon the widow or widower for his subsistence, and the expression "educational institution" means every institution defined as such by a regulation made for such purpose by the Lieutenant-Governor in Council. Such a regulation shall come into force on the date of its publication in the *Gazette officielle du Québec* or on such later date as is indicated therein."

**15.** Section 22 of the said act, repealed by section 9 of chapter 15 of the statutes of 1965 (1st session), replaced by section 5 of chapter 6 of the statutes of 1966 and amended by section 12 of chapter 15 of the statutes of 1969 and by section 9 of chapter 10 of the statutes of 1974, is again amended by replacing the word "half" in the seventh line by the words "widow's or widower's".

**16.** Section 24 of the said act, replaced by section 10 of chapter 15 of the statutes of 1965 (1st session) and amended by section 6 of chapter 6 of the statutes of 1966, section 13 of chapter 15 of the statutes of 1969 and by

lois de 1973, est de nouveau modifié par le remplacement, dans la douzième ligne du premier alinéa, des mots «demi-pension» par les mots «pension de veuve ou de veuf».

**17.** L'article 26 de ladite loi, modifié par l'article 11 du chapitre 15 des lois de 1965 (1<sup>re</sup> session), est remplacé par le suivant:

«**26.** Lorsqu'un fonctionnaire ou employé atteint l'âge de la retraite obligatoire, ses fonctions cessent de plein droit et il a droit à la pension. Ce fonctionnaire ou employé n'accumule plus de service donnant droit à la pension et la retenue prévue à l'article 16 cesse de lui être applicable.»

**18.** L'article 28 de ladite loi, remplacé par l'article 12 du chapitre 15 des lois de 1965 (1<sup>re</sup> session) et modifié par l'article 16 du chapitre 15 des lois de 1969, est de nouveau modifié par le remplacement, dans la première ligne, des mots «demi-pension» par les mots «pension de veuve ou de veuf».

**19.** L'article 42a de ladite loi, édicté par l'article 160 du chapitre 12 des lois de 1973, est modifié par l'addition, à la fin, de l'alinéa suivant:

«Toutefois, un pareil montant forfaitaire payé à un fonctionnaire ou employé dans l'année suivant l'année de sa mise à la retraite fait partie du traitement admissible pour l'année au cours de laquelle le fonctionnaire ou employé a pris sa retraite.»

**20.** L'article 44 de ladite loi, modifié par l'article 15 du chapitre 15 des lois de 1965 (1<sup>re</sup> session), l'article 7 du chapitre 6 des lois de 1966 et l'article 1 du chapitre 17 des lois de 1971, est de

section 159 of chapter 12 of the statutes of 1973, is again amended by replacing the word "half" in the eleventh line of the first paragraph by the words "widow's or widower's".

**17.** Section 26 of the said act, amended by section 11 of chapter 15 of the statutes of 1965 (1st session), is replaced by the following:

“**26.** When a public officer or employee reaches compulsory retirement age, his duties shall cease *pleno jure* and he shall be entitled to a pension. That officer or employee shall no longer accumulate service entitling him to a pension, and the deduction provided for in section 16 ceases to apply to him.”

**18.** Section 28 of the said act, replaced by section 12 of chapter 15 of the statutes of 1965 (1st session) and amended by section 16 of chapter 15 of the statutes of 1969, is again amended by replacing the word "half" in the first line by the words "widow's or widower's".

**19.** Section 42a of the said act, enacted by section 160 of chapter 12 of the statutes of 1973, is amended by adding, at the end, the following paragraph:

“However, such a lump sum paid to a public officer or employee in the year immediately following the year in which he was superannuated is part of the pensionable salary for the year in which the officer or employee was superannuated.”

**20.** Section 44 of the said act, amended by section 15 of chapter 15 of the statutes of 1965 (1st session), section 7 of chapter 6 of the statutes of 1966 and section 1 of chapter 17 of the

nouveau modifié par le remplacement du second alinéa par le suivant:

«Sous ces réserves, elle s'applique à tout fonctionnaire ou employé du gouvernement, à moins qu'il ne soit employé qu'à titre occasionnel au sens des règlements adoptés à cette fin par le lieutenant-gouverneur en conseil.»

**21.** L'article 44a de ladite loi, édicté par l'article 161 du chapitre 12 des lois de 1973, est modifié:

a) par le remplacement, dans la première ligne du premier alinéa, du mot «deuxième» par le mot «quatrième»;

b) par l'addition, à la fin, de l'alinéa suivant:

«Nonobstant le premier alinéa, la présente section s'applique à toute personne qui a déjà été membre ou employé d'une commission d'apprentissage instituée en vertu de la Loi de l'aide à l'apprentissage (Statuts refondus, 1964, chapitre 148) et qui, conformément au deuxième alinéa de l'article 8 du Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (1973, chapitre 12), révoque l'option faite en faveur dudit Régime.»

**22.** L'article 45 de ladite loi, modifié par l'article 16 du chapitre 15 des lois de 1965 (1<sup>re</sup> session), l'article 8 du chapitre 6 des lois de 1966, l'article 72 du chapitre 9, l'article 39 du chapitre 11, l'article 3 du chapitre 12, l'article 5 du chapitre 13, l'article 83 du chapitre 17, l'article 4 du chapitre 18 et l'article 31 du chapitre 60 des lois de 1968, l'article 17 du chapitre 15, l'article 34 du chapitre 17, l'article 78 du chapitre 28, l'article 40 du chapitre 48 et l'article 30 du chapitre 62 des lois de 1969, l'article 2 du chapitre 8, l'article 87 du chapitre 17 et l'article 21 du chapitre 43 des lois de 1970, l'article 2 du chapitre 17, l'arti-

statutes of 1971, is again amended by replacing the second paragraph by the following:

"Subject to such reservations, it applies to every officer or employee of the Government, unless employed only occasionally within the meaning of the regulations made for that purpose by the Lieutenant-Governor in Council."

**21.** Section 44a of the said act, enacted by section 161 of chapter 12 of the statutes of 1973, is amended:

(a) by replacing the word "second" in the first line of the first paragraph by the word "fourth";

(b) by adding, at the end, the following paragraph:

"Notwithstanding the first paragraph, this division applies to every person who was formerly a member or an employee of an apprenticeship commission under the Apprenticeship Assistance Act (Revised Statutes, 1964, chapter 148) and who, in conformity with the second paragraph of section 8 of the Government and Public Employees Retirement Plan (1973, chapter 12), revokes the election made in favour of the said plan."

**22.** Section 45 of the said act, amended by section 16 of chapter 15 of the statutes of 1965 (1st session), section 8 of chapter 6 of the statutes of 1966, section 72 of chapter 9, section 39 of chapter 11, section 3 of chapter 12, section 5 of chapter 13, section 83 of chapter 17, section 4 of chapter 18 and section 31 of chapter 60 of the statutes of 1968, section 17 of chapter 15, section 34 of chapter 17, section 78 of chapter 28, section 40 of chapter 48 and section 30 of chapter 62 of the statutes of 1969, section 2 of chapter 8, section 87 of chapter 17 and section 21 of chapter 43 of the statutes of 1970, section 2

cle 199 du chapitre 19, l'article 65 du chapitre 20 et l'article 26 du chapitre 77 des lois de 1971, l'article 96 du chapitre 14, l'article 133 du chapitre 49, l'article 66 du chapitre 53, l'article 175 du chapitre 55 et l'article 11 du chapitre 58 des lois de 1972, l'article 162 du chapitre 12, l'article 28 du chapitre 21, l'article 265 du chapitre 43, l'article 28 du chapitre 67 des lois de 1973 et par l'article 12 du chapitre 10 des lois de 1974, est de nouveau modifié:

a) par l'addition, dans la deuxième ligne du paragraphe 2°, après les mots «sous-ministres», des mots «au sens de la Loi de la fonction publique (1965, 1<sup>re</sup> session, chapitre 14)»;

b) par la suppression dans les première et deuxième lignes du paragraphe 3° des mots «les membres du personnel enseignant,».

**23.** L'article 46 de ladite loi, modifié par l'article 17 du chapitre 15 des lois de 1965 (1<sup>re</sup> session), l'article 18 du chapitre 15 des lois de 1969 et l'article 163 du chapitre 12 des lois de 1973, est de nouveau modifié par l'insertion, dans la quatrième ligne du premier alinéa, après le chiffre «45», des mots «qui en fait la demande et».

**24.** L'article 46a de ladite loi, édicté par l'article 164 du chapitre 12 des lois de 1973, est modifié:

a) par le remplacement, dans les deuxième et septième lignes du premier alinéa, des mots «demi-pension», par les mots «pension de veuve ou de veuf»;

b) par le remplacement, dans la deuxième ligne du deuxième alinéa, des mots «demi-pension» par les mots «pension de veuve ou de veuf»;

c) par le remplacement, dans la septième ligne du deuxième alinéa, des

of chapter 17, section 199 of chapter 19, section 65 of chapter 20 and section 26 of chapter 77 of the statutes of 1971, section 96 of chapter 14, section 133 of chapter 49, section 66 of chapter 53, section 175 of chapter 55 and section 11 of chapter 58 of the statutes of 1972, section 162 of chapter 12, section 28 of chapter 21, section 265 of chapter 43, section 28 of chapter 67 of the statutes of 1973, and by section 12 of chapter 10 of the statutes of 1974, is again amended:

(a) by adding after the words "deputy ministers" in the second line of paragraph 2 the words "within the meaning of the Civil Service Act (1965, 1st session, chapter 14)";

(b) by striking out the words "the members of the teaching staff," in the first and second lines of paragraph 3.

**23.** Section 46 of the said act, amended by section 17 of chapter 15 of the statutes of 1965 (1st session), by section 18 of chapter 15 of the statutes of 1969 and by section 163 of chapter 12 of the statutes of 1973, is again amended by inserting after the figure "45" in the fourth line of the first paragraph the words "who applies therefor and".

**24.** Section 46a of the said act, enacted by section 164 of chapter 12 of the statutes of 1973, is amended:

(a) by replacing the word "half" in the second and in the sixth lines of the first paragraph by the words "widow's or widower's";

(b) by replacing the word "half" in the second line of the second paragraph by the words "widow's or widower's";

(c) by replacing the word "half" in the sixth line of the second paragraph

mots «demi-pensions» par les mots «pensions de veuve ou de veuf»;

d) par le remplacement, dans les première, deuxième et quatrième lignes du premier alinéa et dans la quatrième ligne du deuxième alinéa, des mot et chiffres «1<sup>er</sup> juillet 1973» par les mot et chiffres «1<sup>er</sup> juillet 1977»;

e) par le remplacement, dans la huitième ligne des premier et deuxième alinéas, du chiffre «5,000» par le chiffre «7,000».

**25.** Ladite loi est modifiée par l'insertion, après l'article 46*d*, des suivants:

«**46e.** Le traitement admissible d'un fonctionnaire ou employé au cours d'une année pendant laquelle il reçoit son plein traitement ne peut être inférieur au traitement prévu à son classement dans l'échelle de salaires correspondant à sa classification suivant les conditions de travail qui le régissent.

«**46f.** Le traitement admissible d'un fonctionnaire ou employé au cours d'une année ne peut excéder son traitement admissible provenant de son emploi principal à temps plein.»

**26.** L'article 47 de ladite loi, remplacé par l'article 18 du chapitre 15 des lois de 1965 (1<sup>re</sup> session) et modifié par l'article 9 du chapitre 6 des lois de 1966, l'article 6 du chapitre 13 des lois de 1968, l'article 19 du chapitre 15 des lois de 1969, l'article 3 du chapitre 17 des lois de 1971 et l'article 165 du chapitre 12 des lois de 1973, est de nouveau modifié par l'insertion, après le septième alinéa, du suivant:

«Lorsque le traitement moyen utilisé est le traitement moyen fixé à l'article

by the words "widow's or widower's";

(d) by replacing the word and figures "July 1 1973" in the first and second and in the fourth lines of the first paragraph and in the third line of the second paragraph by the word and figures "1 July 1977";

(e) by replacing the figure "5,000" in the seventh line of each of the first and second paragraphs by the figure "7,000".

**25.** The said act is amended by inserting, after section 46*d*, the following section:

“**46e.** The pensionable salary of a public officer or employee in the course of a year in which he receives his full salary shall not be less than the salary provided for his class on the salary scale corresponding to his classification in accordance with the conditions of employment governing him.

“**46f.** The pensionable salary of a public officer or employee in the course of a year shall not exceed his pensionable salary from his principal employment full time.”

**26.** Section 47 of the said act, replaced by section 18 of chapter 15 of the statutes of 1965 (1st session) and amended by section 9 of chapter 6 of the statutes of 1966, section 6 of chapter 13 of the statutes of 1968, section 19 of chapter 15 of the statutes of 1969, section 3 of chapter 17 of the statutes of 1971 and by section 165 of chapter 12 of the statutes of 1973, is again amended by inserting, after the seventh paragraph, the following paragraph:

“Where the average salary used is the average salary fixed under section

46a, cette réduction s'effectue sur le traitement moyen déterminé au premier alinéa du présent article.»

**27.** L'article 47a de ladite loi, édicté par l'article 20 du chapitre 15 des lois de 1969, est modifié par le remplacement, dans la première ligne ainsi que dans les huitième et neuvième lignes du deuxième alinéa, des mots «demi-pension» par les mots «pension de veuve ou de veuf».

**28.** L'article 47b de ladite loi, édicté par l'article 20 du chapitre 15 des lois de 1969, est modifié par le remplacement, dans la deuxième ligne du premier alinéa, des mots «demi-pension» par les mots «pension de veuve ou de veuf».

**29.** L'article 47c de ladite loi, édicté par l'article 9 du chapitre 11 des lois de 1973, est abrogé.

**30.** L'article 49 de ladite loi, remplacé par l'article 19 du chapitre 15 des lois de 1965 (1<sup>re</sup> session) et modifié par l'article 10 du chapitre 6 des lois de 1966, l'article 21 du chapitre 15 des lois de 1969, l'article 3 du chapitre 8 des lois de 1970, l'article 166 du chapitre 12 des lois de 1973 et l'article 15 du chapitre 10 des lois de 1974, est de nouveau modifié:

a) par le remplacement, dans la deuxième ligne du premier alinéa, des mots «demi-pension» par les mots «pension de veuve ou de veuf»;

b) par le remplacement du deuxième alinéa par le suivant:

«Le montant de mille quarante-quatre dollars prévu au premier alinéa doit être ajusté chaque année conformément à l'article 47b.»

46a, such reduction shall be effected upon the average salary determined under the first paragraph of this section."

**27.** Section 47a of the said act, enacted by section 20 of chapter 15 of the statutes of 1969, is amended by replacing the word "half" in the first and in the ninth lines of the second paragraph by the words "widow's or widower's".

**28.** Section 47b of the said act, enacted by section 20 of chapter 15 of the statutes of 1969, is amended by replacing the word "half" in the second line of the first paragraph by the words "widow's or widower's".

**29.** Section 47c of the said act, enacted by section 9 of chapter 11 of the statutes of 1973, is repealed.

**30.** Section 49 of the said act, replaced by section 19 of chapter 15 of the statutes of 1965 (1st session) and amended by section 10 of chapter 6 of the statutes of 1966, section 21 of chapter 15 of the statutes of 1969, section 3 of chapter 8 of the statutes of 1970, section 166 of chapter 12 of the statutes of 1973 and by section 15 of chapter 10 of the statutes of 1974, is again amended:

(a) by replacing the word "half" in the second line of the first paragraph by the words "widow's or widower's";

(b) by replacing the second paragraph by the following:

"The amount of one thousand and forty-four dollars contemplated in the first paragraph shall be adjusted each year in accordance with section 47b."



**31.** L'article 50 de ladite loi, modifié par l'article 22 du chapitre 15 des lois de 1969 et l'article 167 du chapitre 12 des lois de 1973, est de nouveau modifié par le remplacement des troisième et quatrième alinéas par les suivants:

«Le temps pendant lequel un fonctionnaire ou employé bénéficie d'un congé sans solde lui est compté à l'égard de chacune des années pendant lesquelles il est ainsi en congé pourvu:

a) qu'il soit autorisé à cette fin par la Commission,

b) qu'il verse au fonds consolidé du revenu, pour chacune de ces années, un montant égal aux retenues qui auraient été effectuées, s'il n'avait pas été ainsi en congé, basé sur le traitement qu'il recevait au moment où il a été mis en congé et

c) qu'il occupe une fonction visée par le présent régime dès que prend fin le congé sans solde sauf s'il est décedé, est devenu invalide, a acquis droit à la retraite, ou si, à son retour, il passe au service d'un employeur avec lequel la Commission a conclu une entente de transférabilité.

La Commission détermine les époques auxquelles ces versements doivent être effectués. Le montant déterminé au troisième alinéa est augmenté d'un intérêt dont le taux est déterminé par règlement du lieutenant-gouverneur en conseil dans le cas où la demande d'autorisation est faite après la fin de l'année au cours de laquelle le fonctionnaire ou l'employé a bénéficié d'un congé sans solde. L'intérêt commence à courir à l'expiration du congé sans solde.»

**32.** Ladite loi est modifiée par l'insertion, après l'article 50, du suivant:

«**50a.** Il est ajouté à la durée des services de tout fonctionnaire ou em-

**31.** Section 50 of the said act, amended by section 22 of chapter 15 of the statutes of 1969 and by section 167 of chapter 12 of the statutes of 1973, is again amended by replacing the third and fourth paragraphs by the following:

"The time during which a public officer or employee is on leave without pay shall be counted for him for each of the years during which he is so on leave provided that:

(a) he is authorized for such purpose by the Commission,

(b) he pays into the consolidated revenue fund, for each of such years, an amount equal to the deductions that would have been made had he not been so on leave, based on the salary he was receiving when he was granted such leave and

(c) he holds an office contemplated in this plan from the end of his leave without pay, unless he has deceased or become disabled or entitled to retirement or unless, upon his return, he enters the service of an employer with whom the Commission has concluded an agreement of transferability.

The Commission shall determine the times when such payments must be made. The amount determined in the third paragraph bears interest at the rate determined by regulation of the Lieutenant-Governor in Council if the application for authorization is made after the end of the year in which the officer or employee has been on leave without pay. The interest accrues from the end of the leave without pay."

**32.** The said act is amended by inserting, after section 50, the following:

"**50a.** There shall be added to the number of years of service of every

ployé de sexe féminin qui s'est absenté en raison d'un congé de maternité un nombre de jours égal au nombre de jours d'absence sans excéder 120 jours par congé de maternité. Une telle période d'absence sera comptée sans cotisation de la part du fonctionnaire ou de l'employé. Le fonctionnaire ou l'employé doit cependant, pour que le présent article s'applique, transmettre une demande à cet effet à la Commission dans l'année suivant la date de son retour au travail après la fin du congé de maternité. »

**33.** L'article 52 de ladite loi, remplacé par l'article 20 du chapitre 15 des lois de 1965 (1<sup>re</sup> session) et l'article 169 du chapitre 12 des lois de 1973 et modifié par l'article 16 du chapitre 10 des lois de 1974, est de nouveau modifié par l'addition, à la fin, de l'alinéa suivant:

« À la date prescrite par règlement du lieutenant-gouverneur en conseil, l'employeur doit faire un rapport à la Commission des cotisations de ses fonctionnaires ou employés et des renseignements pertinents à l'administration du présent régime déterminés par ledit règlement. »

**34.** Ladite loi est modifiée par l'insertion, après l'article 54, du suivant:

« **54a.** Nonobstant toute disposition inconciliable de la présente loi, la Commission peut effectuer, à la demande du bénéficiaire, en tout temps à compter du moment où la pension est payable, le paiement comptant de la valeur actuelle d'une pension, d'une pension différée ou d'une pension de veuve ou de veuf, dont le montant est moindre que \$300 annuellement, conformément aux normes établies par règlement du lieutenant-gouverneur en conseil. »

female public officer or employee who has taken maternity leave of absence a number of days equal to the number of days of absence, but not over 120 days per maternity leave. Such a period of absence shall be counted without any contribution from the officer or employee. The officer or employee must, however, to have this section apply, send an application to that effect to the Commission within one year from the date of her return to work after the end of her maternity leave."

**33.** Section 52 of the said act, replaced by section 20 of chapter 15 of the statutes of 1965 (1st session) and by section 169 of chapter 12 of the statutes of 1973, and amended by section 16 of chapter 10 of the statutes of 1974, is again amended by adding, at the end, the following paragraph:

"On the date prescribed by regulation of the Lieutenant-Governor in Council, the employer must make a report to the Commission of the contributions of his officers or employees, giving the pertinent information on the administration of this plan determined by the said regulation."

**34.** The said act is amended by inserting after section 54 the following section:

« **54a.** Notwithstanding any inconsistent provision of this act, the Commission, upon application of the beneficiary and at any time after the pension becomes payable, may make cash payment of the commuted value of a pension, deferred pension or a widow's or widower's pension amounting to less than \$300 annually, in accordance with the standards established by regulation of the Lieutenant-Governor in Council."

**35.** L'article 55 de ladite loi est remplacé par le suivant:

«**55.** Lorsque le fonctionnaire meurt, sa pension court jusqu'au premier jour du mois suivant et sa veuve ou son veuf, ou, à son défaut, ses héritiers, ont alors droit de recevoir le versement mensuel qui est échu. »

**36.** L'article 55a de ladite loi, édicté par l'article 172 du chapitre 12 des lois de 1973, est modifié:

a) par le remplacement, dans la quatrième ligne du deuxième alinéa, du mot «sept» par le mot «trois»;

b) par la suppression du paragraphe b du deuxième alinéa.

**37.** L'article 56 de ladite loi, modifié par l'article 22 du chapitre 15 des lois de 1965 (1<sup>re</sup> session), remplacé par l'article 25 du chapitre 15 des lois de 1969 et modifié par l'article 173 du chapitre 12 des lois de 1973, est de nouveau modifié par l'addition, à la fin du deuxième alinéa, des mots suivants: «et le montant représentant ce pourcentage est partagé également entre chacun des enfants. »

**38.** L'article 57a de ladite loi, édicté par l'article 11 du chapitre 6 des lois de 1966, remplacé par l'article 27 du chapitre 15 des lois de 1969 et modifié par l'article 174 du chapitre 12 des lois de 1973 et l'article 18 du chapitre 10 des lois de 1974, est de nouveau modifié:

a) par l'addition, à la fin du deuxième alinéa, des mots suivants: «et le montant représentant ce pourcentage est partagé également entre chacun des enfants. »;

b) par le remplacement, dans la quatrième ligne du quatrième alinéa, du mot «sept» par le mot «trois».

**35.** Section 55 of the said act is replaced by the following:

“**55.** When the officer dies, such officer's pension continues until the first of the next month, and the widow or widower or, failing such, the heirs of the officer are then entitled to receive the monthly payment due.”

**36.** Section 55a of the said act, enacted by section 172 of chapter 12 of the statutes of 1973, is amended:

(a) by replacing the word “seven” in the fifth line of the second paragraph by the word “three”;

(b) by striking out subparagraph b of the second paragraph.

**37.** Section 56 of the said act, amended by section 22 of chapter 15 of the statutes of 1965 (1st session), replaced by section 25 of chapter 15 of the statutes of 1969 and amended by section 173 of chapter 12 of the statutes of 1973, is again amended by adding, at the end of the second paragraph, the following words: “and the amount representing that percentage shall be divided equally among all the children.”

**38.** Section 57a of the said act, enacted by section 11 of chapter 6 of the statutes of 1966, replaced by section 27 of chapter 15 of the statutes of 1969 and amended by section 174 of chapter 12 of the statutes of 1973 and by section 18 of chapter 10 of the statutes of 1974, is again amended:

(a) by adding, at the end of the second paragraph, the following words: “and the amount representing that percentage shall be divided equally among all the children.”;

(b) by replacing the word “seven” in the fourth line of the fourth paragraph by the word “three”.

**39.** L'article 58 de ladite loi, modifié par l'article 12 du chapitre 6 des lois de 1966 et l'article 28 du chapitre 15 des lois de 1969, est de nouveau modifié par le remplacement du troisième alinéa par le suivant:

«Pour les fins desdits articles, l'expression «enfant à charge» signifie tout enfant célibataire, quelle que soit sa filiation, qui dépend dans une large mesure de la veuve ou du veuf pour sa subsistance, et l'expression «institution d'enseignement» signifie toute institution définie comme telle par un règlement adopté à cette fin par le lieutenant-gouverneur en conseil. Un tel règlement entre en vigueur à la date de sa publication dans la *Gazette officielle du Québec* ou à toute date ultérieure qui y est indiquée.»

**40.** L'article 59 de ladite loi, abrogé par l'article 23 du chapitre 15 des lois de 1965 (1<sup>re</sup> session), remplacé par l'article 13 du chapitre 6 des lois de 1966 et modifié par l'article 30 du chapitre 15 des lois de 1969 et par l'article 20 du chapitre 10 des lois de 1974, est de nouveau modifié par le remplacement dans la sixième ligne des mots «demi-pension» par les mots «pension de veuve ou de veuf».

**41.** L'article 60 de ladite loi, modifié par l'article 23 du chapitre 10 des lois de 1973 et par l'article 21 du chapitre 10 des lois de 1974, est de nouveau modifié par l'insertion, après le premier alinéa, du suivant:

«Si le fonctionnaire ou employé visé au premier alinéa occupe à nouveau une fonction auprès d'un organisme visé par la présente section dans les 180 jours de la date de la cessation de ses fonctions et s'il n'a pas reçu le remboursement des sommes qui ont été retenues sur son traitement, il peut choisir de rece-

**39.** Section 58 of the said act, amended by section 12 of chapter 6 of the statutes of 1966 and by section 28 of chapter 15 of the statutes of 1969, is again amended by replacing the third paragraph by the following:

“For the purposes of the said sections, the expression “dependent child” means any unmarried child, whatever be his filiation, who is substantially dependent upon the widow or widower for his subsistence, and the expression “educational institution” means every institution defined as such by a regulation made for such purpose by the Lieutenant-Governor in Council. Such a regulation shall come into force on the date of its publication in the *Gazette officielle du Québec* or on such later date as is indicated therein.”

**40.** Section 59 of the said act, repealed by section 23 of chapter 15 of the statutes of 1965 (1st session), replaced by section 13 of chapter 6 of the statutes of 1966 and amended by section 30 of chapter 15 of the statutes of 1969 and by section 20 of chapter 10 of the statutes of 1974, is again amended by replacing the word “half” in the seventh line by the words “widow’s or widower’s”.

**41.** Section 60 of the said act, amended by section 23 of chapter 10 of the statutes of 1973 and by section 21 of chapter 10 of the statutes of 1974, is again amended by inserting, after the first paragraph, the following paragraph:

“If the officer or employee contemplated in the first paragraph is again employed by a body contemplated in this division within 180 days from the date his employment was terminated and if he has not been reimbursed the sums deducted from his salary, he may elect to be reimbursed the said sums

voir le remboursement desdites sommes ou de faire compter le service accumulé à son compte. »

**42.** L'article 61 de ladite loi, remplacé par l'article 24 du chapitre 15 des lois de 1965 (1<sup>re</sup> session) et modifié par l'article 14 du chapitre 6 des lois de 1966, l'article 31 du chapitre 15 des lois de 1969 et l'article 175 du chapitre 12 des lois de 1973, est de nouveau modifié:

a) par le remplacement, dans la quatorzième ligne du premier alinéa, des mots «demi-pension» par les mots «pension de veuve ou de veuf»;

b) par l'addition, à la fin, de l'alinéa suivant:

«Le fonctionnaire ou employé qui désire se prévaloir des dispositions du premier alinéa doit en faire la demande à la Commission. »

**43.** L'article 64 de ladite loi, remplacé par l'article 27 du chapitre 15 des lois de 1965 (1<sup>re</sup> session) et modifié par l'article 34 du chapitre 15 des lois de 1969, est de nouveau modifié par le remplacement du deuxième alinéa par le suivant:

«Lorsqu'un fonctionnaire ou employé atteint l'âge de la retraite obligatoire, ses fonctions cessent de plein droit et il a droit à la pension. Ce fonctionnaire ou employé n'accumule plus de service donnant droit à la pension et la retenue prévue à l'article 52 cesse de lui être applicable. »

**44.** L'article 65 de ladite loi, remplacé par l'article 27 du chapitre 15 des lois de 1965 (1<sup>re</sup> session) et modifié par l'article 35 du chapitre 15 des lois de 1969, est de nouveau modifié par le remplacement, dans la première ligne, des mots «demi-pension» par les mots «pension de veuve ou de veuf».

or to be credited with the service he has accumulated."

**42.** Section 61 of the said act, replaced by section 24 of chapter 15 of the statutes of 1965 (1st session) and amended by section 14 of chapter 6 of the statutes of 1966, section 31 of chapter 15 of the statutes of 1969 and by section 175 of chapter 12 of the statutes of 1973, is again amended:

(a) by replacing the word "half" in the twelfth line of the first paragraph by the words "widow's or widower's";

(b) by adding, at the end, the following paragraph:

"A public officer or employee wishing to avail himself of the first paragraph must apply to that effect to the Commission."

**43.** Section 64 of the said act, replaced by section 27 of chapter 15 of the statutes of 1965 (1st session) and amended by section 34 of chapter 15 of the statutes of 1969, is again amended by replacing the second paragraph by the following:

"When a public officer or employee reaches compulsory retirement age, his duties shall cease *pleno jure* and he shall be entitled to a pension. That officer or employee shall no longer accumulate service entitling him to a pension, and the deduction provided for in section 52 ceases to apply to him."

**44.** Section 65 of the said act, replaced by section 27 of chapter 15 of the statutes of 1965 (1st session) and amended by section 35 of chapter 15 of the statutes of 1969, is again amended by replacing the word "half" in the first line by the words "widow's or widower's".

**45.** L'article 67 de ladite loi, remplacé par l'article 29 du chapitre 15 des lois de 1965 (1<sup>re</sup> session) et modifié par l'article 36 du chapitre 15 des lois de 1969, l'article 6 du chapitre 8 des lois de 1970, l'article 177 du chapitre 12 des lois de 1973 et l'article 22 du chapitre 10 des lois de 1974, est de nouveau modifié par l'addition, dans la première ligne du premier alinéa, après le mot «droit», des mots suivants: «, sur demande faite à la Commission,».

**46.** Ladite loi est modifié par l'insertion, après l'article 67, du suivant:

«**67a.** Tout membre de la Sûreté du Québec qui, avant le 1<sup>er</sup> juillet 1973, est devenu un fonctionnaire ou un employé visé par la présente section a droit, sur demande à la Commission, de faire compter les années de service accomplies en vertu du régime de retraite des membres de la Sûreté du Québec, pourvu qu'il n'ait pas reçu le remboursement de ses cotisations; à cette fin, le montant des cotisations perçu en vertu dudit régime est porté à son crédit dans le présent régime jusqu'à concurrence du montant des cotisations prévues en vertu du présent régime.

Toutefois, le fonctionnaire ou employé ne peut faire compter en vertu du présent article, une ou plusieurs années pour lesquelles une pension ou une pension différée lui est payable en vertu du régime de retraite des membres de la Sûreté du Québec.»

**47.** L'article 68 de ladite loi, modifié par l'article 30 du chapitre 15 des lois de 1965 (1<sup>re</sup> session) et par l'article 178 du chapitre 12 des lois de 1973, est de nouveau modifié par le remplacement du deuxième alinéa par les suivants:

**45.** Section 67 of the said act, replaced by section 29 of chapter 15 of the statutes of 1965 (1st session) and amended by section 36 of chapter 15 of the statutes of 1969, section 6 of chapter 8 of the statutes of 1970, section 177 of chapter 12 of the statutes of 1973 and by section 22 of chapter 10 of the statutes of 1974, is again amended by adding after the word "officer" in the first line of the first paragraph the following words: " , upon application to the Commission, " .

**46.** The said act is amended by inserting, after section 67, the following section:

“**67a.** Every member of the Québec Police Force who, before 1 July 1973, became an officer or employee contemplated in this division is entitled, upon application to the Commission, to be credited with the years of service performed under the superannuation plan of the members of the Québec Police Force, provided he has not been reimbursed his contributions; for that purpose, the amount of his contributions under the said plan shall be credited to him under this plan up to the amount of the contributions provided for under this plan.

However, the officer or employee shall not be credited under this section with one or more years for which a pension or deferred annuity is payable to him under the superannuation plan of the members of the Québec Police Force.”

**47.** Section 68 of the said act, amended by section 30 of chapter 15 of the statutes of 1965 (1st session) and by section 178 of chapter 12 of the statutes of 1973, is again amended by replacing the second paragraph by the following paragraphs:

«Dans le cas d'un fonctionnaire ou employé qui passe au service de ce gouvernement ou de cette corporation ou institution, la Commission effectue les versements requis à même le fonds consolidé du revenu.

Le lieutenant-gouverneur en conseil peut également, conformément à la loi, autoriser la Commission à conclure, le cas échéant, une entente avec tout organisme habilité à administrer un régime de retraite établi pour les employés des corporations ou institutions visées au premier alinéa.»

**48.** L'article 68a de ladite loi, édicté par l'article 37 du chapitre 15 des lois de 1969 et modifié par l'article 179 du chapitre 12 des lois de 1973, est de nouveau modifié par l'insertion dans la dixième ligne, après le mot «entente», des mots «ou dans les six mois après l'entrée en vigueur d'une telle entente s'il a obtenu le remboursement de ses cotisations».

**49.** L'article 70 de ladite loi, modifié par l'article 31 du chapitre 15 des lois de 1965 (1<sup>re</sup> session), l'article 180 du chapitre 12 des lois de 1973 et l'article 23 du chapitre 10 des lois de 1974, est de nouveau modifié par le remplacement, dans la septième ligne du troisième alinéa, des mots «demi-pension» par les mots «pension de veuve ou de veuf».

**50.** L'article 71 de ladite loi, modifié par l'article 32 du chapitre 15 des lois de 1965 (1<sup>re</sup> session), l'article 16 du chapitre 6 des lois de 1966, l'article 39 du chapitre 15 des lois de 1969, l'article 8 du chapitre 8 des lois de 1970, l'article 181 du chapitre 12 des lois de 1973 et l'article 24 du chapitre 10 des lois de 1974, est de nouveau modifié:

“In the case of an officer or employee transferring to the service of such government, corporation or institution, the Commission shall make the required payments out of the consolidated revenue fund.

The Lieutenant-Governor in Council may also, according to law, authorize the Commission to make, where necessary, an agreement with any body qualified to administer a superannuation plan established for the employees of the corporations or institutions contemplated in the first paragraph.”

**48.** Section 68a of the said act, enacted by section 37 of chapter 15 of the statutes of 1969 and amended by section 179 of chapter 12 of the statutes of 1973, is again amended by inserting after the word “agreement” in the tenth line the words “or within six months after the coming into force of such an agreement if he has been reimbursed his contributions,”.

**49.** Section 70 of the said act, amended by section 31 of chapter 15 of the statutes of 1965 (1st session), section 180 of chapter 12 of the statutes of 1973 and by section 23 of chapter 10 of the statutes of 1974, is again amended by replacing the word “half” in the eighth line of the third paragraph by the words “widow's or widower's”.

**50.** Section 71 of the said act, amended by section 32 of chapter 15 of the statutes of 1965 (1st session), section 16 of chapter 6 of the statutes of 1966, section 39 of chapter 15 of the statutes of 1969, section 8 of chapter 8 of the statutes of 1970, section 181 of chapter 12 of the statutes of 1973 and by section 24 of chapter 10 of the statutes of 1974, is again amended:

a) par l'insertion, après le premier alinéa, du suivant:

«Toute personne qui a occupé, au service de la province, une charge déterminée par le lieutenant-gouverneur en conseil pour laquelle elle était rémunérée à honoraires, et qui est devenue par la suite fonctionnaire sujet à l'application de la présente loi peut, pour les fins de sa pension, faire compter, en totalité ou en partie, à son gré, le temps pendant lequel elle était ainsi rémunérée à honoraires en donnant à la Commission un avis à cet effet au plus tard le 31 décembre 1978.»;

b) par l'addition, à la fin du troisième alinéa, des mots suivants: «Ce traitement ne peut, en aucun cas, excéder celui que le fonctionnaire reçoit au moment où il commence à cotiser au présent régime.»;

c) par l'addition, à la fin, de l'alinéa suivant:

«Un pensionné en vertu du présent régime peut, en donnant un avis à cet effet à la Commission, dans les 12 mois suivant l'entrée en vigueur de la présente loi, faire compter le temps pendant lequel il a été à l'emploi de l'Association des mines de métaux du Québec Inc.»

**51.** L'article 75 de ladite loi, modifié par l'article 40 du chapitre 15 des lois de 1969, l'article 182 du chapitre 12 des lois de 1973 et l'article 25 du chapitre 10 des lois de 1974, est de nouveau modifié:

a) par l'addition, à la fin du deuxième alinéa, des mots suivants: «La présente disposition ne s'applique pas aux fonctionnaires qui ont accepté un emploi d'une commission scolaire ou d'un collège d'enseignement général et professionnel après le 30 juin 1973.»;

b) par l'insertion, après le troisième alinéa, des alinéas suivants:

(a) by inserting, after the first paragraph, the following paragraph:

“Every person who has held, in the service of the Province, an office determined by the Lieutenant-Governor in Council for which he was remunerated on a fees basis and who, thereafter, became an officer subject to the application of this act may, for the purposes of his pension, have counted, wholly or in part, as he wishes, the time during which he was so remunerated on a fees basis by giving to the Commission a notice to that effect not later than 31 December 1978.”;

(b) by adding at the end of the third paragraph the following words: “That salary shall in no case exceed the salary the officer is receiving at the time he begins to contribute to this plan.”;

(c) by adding at the end the following paragraph:

“A pensioned person under this plan may, by giving notice to that effect to the Commission, within 12 months after the coming into force of this act, be credited with the time during which he was in the employ of the Québec Metal Mining Association Inc.”

**51.** Section 75 of the said act, amended by section 40 of chapter 15 of the statutes of 1969, section 182 of chapter 12 of the statutes of 1973 and by section 25 of chapter 10 of the statutes of 1974, is again amended:

(a) by adding at the end of the second paragraph the following: “This provision does not apply to officers having accepted a position with a school board or a general and vocational college after 30 June 1973.”;

(b) by inserting after the third paragraph the following paragraphs:



«Toute personne à laquelle s'est appliqué le troisième alinéa peut, avec l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil, continuer à participer au présent régime si elle est subséquemment transférée d'un organisme visé par le chapitre 48 des lois de 1971 à un autre organisme visé par ladite loi.

Il en est de même, avec l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil, pour tout fonctionnaire qui était à l'emploi de l'École provinciale de médecine vétérinaire le 1<sup>er</sup> janvier 1969 et qui a accepté un emploi à l'Université de Montréal par suite de l'intégration à cette dernière de ladite école, autrement qu'à titre d'enseignant au sens du Régime de retraite des enseignants (1965, 1<sup>re</sup> session, chapitre 68), même s'il n'avait pas huit années de service et même si le Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics s'applique à ce fonctionnaire. Le fonctionnaire qui a reçu le remboursement de ses cotisations peut en faire remise à la Commission avec intérêt au taux déterminé par le lieutenant-gouverneur en conseil.»

**52.** L'article 51 de la Loi d'Hydro-Québec (Statuts refondus, 1964, chapitre 86), édicté par l'article 3 du chapitre 33 des lois de 1965 (1<sup>re</sup> session), est modifié par l'insertion dans la troisième ligne du premier alinéa, après le mot «pour», des mots suivants: «ses membres nommés après le 30 juin 1973 et pour».

**53.** Les articles 6 et 11, le paragraphe *b* de l'article 13, les articles 31, 32 et 36 et le paragraphe *b* de l'article 38 ont effet à compter du 1<sup>er</sup> juillet 1976.

**54.** Les articles 8 et 19 ont effet à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1976.

"Any person to whom the third paragraph has applied may, with the approval of the Lieutenant-Governor in Council, continue to contribute to this plan if he is thereafter transferred from a body contemplated in chapter 48 of the statutes of 1971 to another body contemplated in the said act.

The same rule applies, with the approval of the Lieutenant-Governor in Council, to any officer who was in the employ of the Veterinary School on 1 January 1969 and has accepted an employment with the Université de Montréal following integration into the latter of the said school, otherwise than as a teacher within the meaning of the Teachers Pension Plan (1965, 1st session, chapter 68), even if he did not have eight years of service and even if the Government and Public Employees Retirement Plan applies to that officer. An officer who was reimbursed his contributions may return them to the Commission, with interest at the rate determined by the Lieutenant-Governor in Council."

**52.** Section 51 of the Hydro-Québec Act (Revised Statutes, 1964, chapter 86), enacted by section 3 of chapter 33 of the statutes of 1965 (1st session), is amended by inserting after the word "for" in the second line of the first paragraph the words: "its members appointed after 30 June 1973 and".

**53.** Sections 6 and 11, paragraph *b* of section 13, sections 31, 32 and 36 and paragraph *b* of section 38 have effect as from 1 July 1976.

**54.** Sections 8 and 19 have effect as from 1 January 1976.

**55.** Le cinquième alinéa de l'article 75 du Régime de retraite des fonctionnaires édicté par le paragraphe *b* de l'article 51 de la présente loi a effet à compter du 6 mars 1969.

**56.** La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.

**55.** The fifth paragraph of section 75 of the Civil Service Superannuation Plan enacted by paragraph *b* of section 51 of this act has effect as from 6 March 1969.

**56.** This act shall come into force on the day of its sanction.